

le mouvement syndical.

En ce sens, nous non plus n'admettons pas de « différents champs d'intervention » (cf. polémique CFDT — PCF dans *Syndicalisme Hebdo*, déjà citée), mais c'est parce que, d'une part, le Parti n'entend pas se faire dicter par le syndicat des bornes à son activité et que, d'autre part, la différence se situe au plan des rôles respectifs et non des sujets abordés!

Dire cela implique qu'on prenne la mesure tant de la dimension du travail de parti que du travail syndical et de ceux que chacun peut regrouper :

-Parti et syndicat s'adressent tous deux à la masse des travailleurs

-Parti et syndicat ont tous deux un devoir de classe dans la défense des intérêts immédiats des travailleurs et le soutien à leur lutte

● Mais comment le syndicat pourrait-il englober avec précision tous les problèmes politiques et idéologiques qu'appelle le processus révolutionnaire, comment pourrait-il se dire porter des intérêts d'ensemble et d'avenir du prolétariat revendiquant son émancipation totale, sans courir le risque de n'être qu'« une organisation politique qui n'ose pas dire son nom » et se couper des marges masses? Celles-ci attendent en effet de leur organisation professionnelle qu'elle occupe correctement le terrain revendicatif, qu'elle favorise le débat politique et s'en prenne à la domination politique de la bourgeoisie, mais en respectant l'état diversifié de conscience et de niveau d'engagement de la masse des syndiqués. Sinon, c'est la minorisation accrue, la désyndicalisation qui se profilent! Affirmer c'est loin de souhaiter l'apolitisme des syndicats ni même la limitation du débat politique en leur sein, comme le PCF aujourd'hui qui fuit la discussion dans la CGT et se réserve « certains problèmes »...

● Le rôle du Parti, qui se construit dans la clarté et la confrontation avec les masses, est précisément de travailler avec les masses, à ouvrir des horizons politiques et tracer des perspectives tactiques et stratégiques de classe. Comment pourrait-il souhaiter un mouvement syndical muet ou timoré sur toutes les grandes questions qui agitent les travailleurs? Il s'agit « simplement » (est-ce si simple?) que les confédérations ne s'arrogent pas le droit exorbitant de trancher et parler de tout et sur tout, sans réel débat démocratique, au profit exclusif des partis bourgeois de gauche. Qu'il ne suffise pas à un secrétaire confédéral de prendre position pour que toute voix contraire soit « normalisée » ou les contradictions niées...

Contrairement au Parti, fonctionnant sur la base du centralisme démocratique et capable de ce fait de se forger son unité en profondeur, il n'est ni souhaitable, ni possible en conservant son caractère de masse, que le syndicat recherche autre chose qu'une unité minimale pour l'action commune quotidienne; les syndicalistes sont souvent attachés à la forme fédérative de leur mouvement à juste titre : elle correspond à la nature d'organisation de masse large du syndicat.

Sur la base de ces différences peut alors s'amorcer ce dialogue et entente pratique avec tout le courant syndical attaché à la pratique de la lutte de classe. Au delà des syndicalistes révolutionnaires c'est la perspective d'un travail de front avec une masse encore plus importante de syndiqués et de structures syndicales qui doit être précisé désormais.

Parce qu'« il n'est pas une seule question importante de la vie politique qui ne doivent intéresser à la fois le parti ouvrier et le syndicat ouvrier » et que « inversement il n'est pas une question économique importante qui

puisse intéresser le syndicat sans intéresser à la fois le parti ouvrier » (l'Internationale Communiste et l'Internationale Syndicale Rouge, troisième congrès de l'I.C.), c'est par nos cellules -et spécifiquement nos cellules d'entreprises en premier- que l'unité du travail d'entreprise doit se matérialiser et s'affirmer la capacité du Parti à répondre à l'attente politique de nombreux syndicalistes, à les concerner par la construction du Parti!

Encore faut-il pour cela que l'intervention communiste dans le syndicat soit bien conçue comme une tâche cruciale permanente et non comme un lieu de « repli » pour temps de non-lutte. L'intérêt du mouvement syndical ne peut être vulgairement ramené à quelques grandes batailles politiques et quelques grands conflits sociaux, il est de tous les instants. Ce n'est qu'à ce prix que le Parti assoiera la légitimité de son rôle vis à vis du mouvement syndical et, gagnant la confiance de syndiqués, leur rendra vivante la nécessité de renforcer ses rangs !

POUR UN RENFORCEMENT DU PARTI; RENFORÇONS SON INFLUENCE SYNDICALE :

En guise, non pas de conclusion (car de nombreux problèmes demeurent à débattre) mais de premières conséquences des remarques précédentes, on peut essayer de formuler quelques directions de travail, charge au bilan de tout le Parti de les examiner, de trancher à leur sujet et d'éventuellement les prolonger (si elles s'y prêtent)...

Concernant les rapports Parti-syndicat:

« Renforcer la liaison du Parti avec les masses, c'est avant tout le rattacher plus étroitement aux syndicats. Le but ne consiste point du tout à ce que les syndicats soient soumis mécaniquement et extérieurement au Parti et renoncent à l'autonomie découlant nécessairement du caractère de leur action :

il consiste à ce que les éléments véritablement révolutionnaires réunis dans le Parti communiste donnent, dans le cadre même des syndicats, une tendance correspondant aux intérêts communs du prolétariat, luttant pour la conquête du pouvoir »

Thèse sur la tactique,

troisième congrès de l'I.C. (juin 1921)

Partant de nos acquis, il va se poser le problème de notre capacité à « libérer l'initiative des masses » dans le syndicat, à transformer dans le même temps les premières bases de notre influence (plutôt tactique) en une influence politique stable, fondée sur des convergences claires entre un courant croissant du mouvement syndical et le Parti. L'aider à se structurer en opposition syndicale consciente et crédible demeure à l'ordre du jour.

C'est dans cet ensemble d'effort que peut s'affirmer réellement (et non de manière incantatoire, mal perçue par le mouvement syndical) notre rôle d'avant-garde, pour faire un pas appréciable vers la substitution de l'hégémonie révolutionnaire à celles du révisionnisme et du réformisme, au moins sur un premier pan du syndicalisme en France.

Concernant les syndicalistes révolutionnaires: n'avons-nous pas un double devoir à leur endroit? Celui, permanent, de tenter d'en intégrer au Parti un maximum, et un autre -peut-être moins évident encore dans nos